



DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX

RENDU EXECUTOIRE LE

- 3 AVR. 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 20/02/2024

Reçu en préfecture le 20/02/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240220-24_A_SE_0193-AR

S'LO

ARRETE N° 2024-A-DGAS-DA-SE-0193

du 20 FEV. 2024

Portant modification de la capacité au sein de la Résidence Autonomie « Les Coudrais » à Civray gérée par le Centre Communal d'Action Sociale de Civray

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier ses articles L. 3214-1 et L. 3221-9 ;

VU la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

VU le Schéma des solidarités 2020-2024 adopté par délibération du Conseil Départemental de la Vienne le 20 décembre 2019 ;

VU le règlement départemental d'aide sociale de la Vienne ;

VU l'arrêté n°2016-A-DGAS-DHV-SE-0204 du 11 octobre 2016 portant renouvellement de l'autorisation délivrée au Centre Communal d'Action de Civray pour le fonctionnement de la Résidence Autonomie des Coudrais sise à Civray ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental de la Vienne n° 2021-A-DGAS-DHV-SE-0229 du 9 septembre 2021 portant habilitation partielle de la Résidence Autonomie « Les Coudrais » à Civray gérée par le CCAS de Civray à accueillir des bénéficiaires de l'Aide Sociale à l'Hébergement ;

VU la convention n°2021-C-DGAS-DHV-SE-0036 relative à l'habilitation partielle de la Résidence Autonomie « Les Coudrais » à Civray gérée par le CCAS de Civray à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement ;

VU le courrier du Centre Communal d'Action Sociale de Civray du 19 décembre 2023 sollicitant la possibilité d'accueillir des jeunes travailleurs, étudiants et personnes handicapées à hauteur de 15 % de la capacité ;

VU la délibération du conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale de Civray du 7 novembre 2023 relatif à l'accueil des jeunes travailleurs, étudiants et personnes handicapées au sein de la Résidence Autonomie ;

CONSIDERANT qu'elle satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : La capacité de la Résidence Autonomie « Les Coudrais » située à Civray et gérée par le Centre Communal d'Action Sociale de Civray, est autorisée pour l'accueil des personnes handicapées, jeunes travailleurs et étudiants.

Cette résidence autonomie est donc autorisée pour une capacité totale de 62 places dans 52 logements.

ARTICLE 2 : Les caractéristiques de l'établissement sont enregistrées comme suit au Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux (FINESS) :

Entité juridique : Centre Communal d'Action Sociale de Civray	Entité établissement : Résidence Autonomie « Les Coudrais »
N° FINESS : 86 078 498 2	N° FINESS : 86 078 092 3
N° SIREN : 268 600 087	Code catégorie : 202 Résidence Autonomie
Adresse : 12 PLACE DU GENERAL DE GAULLE 86400 CIVRAY	Adresse : 2 RUE YVONNE BUISSON 86400 CIVRAY
Statut juridique : (17) CCAS	Capacité : 62 lits et places maximum

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité autorisée	
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	Nombre de logements	Nombre de lits ou places
657	Accueil temporaire pour personne âgées	11	Hébergement complet Internat	701	P.A. autonomes	3	3
925	Hébergement résidence autonomie personnes âgées F1	11	Hébergement complet Internat	701	P.A. autonomes	3	3
927	Hébergement résidence autonomie personnes âgées F1 bis	11	Hébergement complet Internat	701	P.A. autonomes	27	27
926	Hébergement résidence autonomie personnes âgées couple F2	11	Hébergement complet Internat	701	P.A. autonomes	10	20
927	Hébergement résidence autonomie personnes âgées F1 bis	11	Hébergement complet Internat	833	Pers. Agée, Pers. Handicapées, Etudiant, Jeune travailleur	9	9
Total						52	62

Mode de tarification : 01 Tarif Libre

ARTICLE 3 : Le présent arrêté ne modifie pas la date de renouvellement de l'autorisation fixée au 3 janvier 2032. Le renouvellement de l'autorisation de cette structure reste subordonné aux résultats de l'évaluation de la qualité des prestations délivrées, mentionnée à l'article L.312-8 du Code de l'action sociale et des familles et effectuée au moins deux ans avant l'expiration du délai de fonctionnement de 15 ans.

ARTICLE 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques de l'autorisation devra être porté à la connaissance du Président du Conseil Départemental de la Vienne, en vertu de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Conseil Départemental de la Vienne.

ARTICLE 5 : Les conditions de l'habilitation partielle au titre de l'aide sociale à l'hébergement sus visées ne sont pas modifiées par la présente autorisation.

ARTICLE 6 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département lavienn86.fr et notifié aux intéressés.

Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai franc de **deux mois** à compter de sa date exécutoire, c'est-à-dire de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai franc de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr).

Fait à POITIERS, le **20 FEV. 2024**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 20/02/2024

Reçu en préfecture le 20/02/2024

Publié le



ID : 086-228600011-20240220-24_A_SE_0193-AR